

JOURNEE DE PROTESTATION DES ENSEIGNANTS DU SUPERIEUR

Un suivi mitigé

Le mouvement de protestation avec "arrêt des activités pédagogiques" durant la journée d'hier auquel ont appelé certaines sections du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) regroupés au sein d'une "coordination nationale des sections du Cnes" a connu un suivi mitigé.

A l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), rien ne laissait deviner un mouvement de protestation hormis un modeste piquet de grève tenu dans l'enceinte universitaire.

Rencontré sur place, le représentant de la Coordination nationale des

sections du Cnes-Farid Cherbal avancera des taux de suivi jusqu'à midi de 60% à l'USTHB, 50% à l'Institut national d'agronomie et un suivi "massif" à l'Epau, l'Usto et aux niveaux des centres universitaires de Jijel et Mascara.

Même s'il n'est pas évident de vérifier l'exactitude de ces chiffres, qui, selon Farid Cherbal, sont établis sur la base des taux d'occupation des amphithéâtres et des salles de travaux dirigés par séance de cours, nous avons toutefois pu confirmer auprès des étudiants de l'université de Bab-Ezzouar que le mouvement de protestation a bel et bien été suivi

par certains professeurs dans quelques départements et instituts. C'est le cas notamment des départements des sciences de la terre et celui des mathématiques.

La plupart des étudiants que nous avons interrogés se disent "pénalisés" par ces mouvements de grève à répétition. "Nous n'avons rien à gagner, si ce n'est des vacances écourtées, des examens reportés et une augmentation de la charge de travail", déplore une étudiante de l'Institut des sciences de la terre. "Nous n'avons pas eu cours ce matin (hier, ndlr) et les examens que nous devons avoir cet après-midi risquent d'être repor-

tés", poursuit-elle dépitée. Du côté du ministère de l'Enseignement supérieur, l'on soutient que "la plupart des universités et établissements au niveau national n'ont pas connu de problèmes notables".

L'on précisera au passage que "la tutelle s'interdit toute immixtion dans les affaires internes des formations syndicales".

"Nous sommes à l'écoute des préoccupations des enseignants et nous restons ouverts au dialogue même avec les enseignants qui ne se sont pas engagés dans la dynamique de réforme", assure-t-on au niveau du département de Harraoubia.

Lotfi Mérad

APPLICATION DE NOUVELLES MESURES DE CONTROLE

L'IGF contrôlera les entreprises publiques

De nouvelles mesures destinées à renforcer le contrôle du système financier national entraineront en application dans le courant du premier semestre de l'année en cours. C'est ce qu'a affirmé le ministre des Finances, Mourad Medelci, lors de son passage à la radio sur les ondes de la Chaîne III.

Un décret relatif au renforcement des prérogatives de l'Inspection générale des finances (IGF) et de la Commission nationale des marchés, a précisé ce responsable. "sera signé et validé dans les prochaines semaines" pour que l'ensemble du nouveau dispositif de contrôle puisse fonctionner. Selon lui, l'IGF aura désormais la possibilité d'entreprendre des inspections au sein des entreprises publiques économiques et non plus seulement au niveau des administrations publiques.

"La décision a été prise par le gouvernement pour que désormais, les

institutions de contrôle touchent de la même manière les administrations et les entreprises publiques économiques", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que la principale nouveauté du texte est de considérer les entreprises publiques dans le secteur économique comme des administrations puisqu'il s'agit de l'argent que l'Etat a mis à leur disposition pour le faire fructifier.

Des dispositions prises après le scandale de l'affaire Khalifa. A ce sujet, il dira : " Au lendemain de l'affaire Khalifa en 2005, nous avons constaté au gouvernement un certain nombre d'imprécisions dans les textes et nous avons revu la loi sur la monnaie et le crédit ainsi que la loi sur les infractions des changes et ce, pour améliorer le dispositif de contrôle."

Et de souligner : "Nous sommes en train, aujourd'hui, de revisiter le système de contrôle des finances publiques pour le renforcer de telle

sorte qu'il y ait plus de contrôle et surtout plus de mise en œuvre des conclusions du contrôle sans atteindre à l'honorabilité des institutions que l'IGF contrôle." Interrogé sur le degré d'indépendance de l'IGF, le ministre a répliqué qu'il s'agissait d'une structure "extrêmement indépendante".

Pour lui, "lorsque l'IGF fait un constat et qu'il est signé, le ministre ne peut ni ajouter ni retrancher ne serait-ce qu'une virgule, c'est un corps d'inspecteurs totalement indépendant". Et pour ce qui est de la "disparition de certains des rapports de l'IGF", Medelci a nié toute disparition de rapports au niveau de cette structure. "Il n'existe pas de rapport disparu au niveau de l'IGF."

Ce sont des propos qui sont tenus par des gens que je ne veux pas désigner", a-t-il répondu.

M. O.

CONGRES DU MDS

Le parti restera hors course électorale

Ahmed Meliani et ses camarades ont réussi, ce week-end, à prémunir le Mouvement démocratique et social (MDS) du lifting identitaire qu'un courant rival, incarné par Hocine Ali, voulait lui faire subir. Le deuxième congrès, tenu le jeudi et vendredi au siège même du parti, a en effet résolu de se démarquer, comme de coutume chez le MDS, des prochaines consultations électorales.

Sofiane Ait Iflis - Alger (Le Soir) - Cette résolution à demeurer hors de la course aux strapontins s'explique, pour Meliani et partisans, par le fait que restent toujours insatisfaites les préambles posés jadis pour imaginer une participation électorale. Il s'agit d'une double rupture avec l'islamisme et le système rentier. "Le MDS ne conçoit pas de participation à des élections que si elles concourent à une véritable sortie de crise, si

elles s'inscrivent dans le processus de disqualification de l'intégrisme et de rupture avec le système rentier et les forces qui le portent", note la résolution du congrès, poursuivant : "Les élections qui se tiendraient dans un contexte dans lequel les partis-Etat continuent à utiliser sans limites les moyens publics, où le droit à l'organisation et le droit à l'expression autonome des forces sociales, syndicales, associatives et poli-

tiques ne sont pas assumés dans les faits ; d'autant plus que la pression terroriste n'a pas disparu (...)." Pour l'aile Meliani du MDS "des élections venues dans telles conditions ne peuvent que consacrer davantage le caractère obsolète de la classe politique, aggravent la coupure entre l'Etat et la société, et servent en fin de compte à légitimer l'alliance islamo-conservatrice. A de telles élections, le MDS ne participera pas". Du conflit organique, le MDS, version Meliani, note que "des anciens membres du MDS, en rupture organique avec le mouvement et pour trois d'entre eux faisant l'objet d'une exclusion pour travail fractionnel et violation des règles de fonctionne-

ment collégiales accompagnés par des personnes étrangères au mouvement ont tout fait pour empêcher que le congrès ne se tienne, en multipliant les provocations et agressions verbales et insultes en présence de la presse et des invités au congrès (des personnalités nationales, représentants de la société civile). Le pire a été évité grâce à la maturité politique, au calme et à la cohésion des militants du MDS". Meliani et ses camarades estiment que "cette situation grave constitue l'aboutissement d'une démarche visant à démobiler le MDS et le faire rentrer dans le rang, comme tous les partis politiques".

S. A. I.

KHEMIS-MILIANA

Moussa Touati fustige le système de gouvernance

Vendredi en début d'après-midi, Moussa Touati a animé un imposant meeting au centre culturel de Khemis-Miliana. Interrogé à propos du scandale financier généré par "l'affaire Khalifa" qui continue à défrayer la chronique Moussa Taouti trouve que "les vrais coupables dans cette affaire bénéficient de l'immunité parlementaire, ou diplomatique voire administrative, que seul le président de la République peut lever. De ce fait, seuls les lampistes sont jugés". Par la suite, prenant la parole devant une assistance très nombreuse constituée surtout de jeunes, dans une salle comble, il reprend l'affaire Khalifa : "Ce n'est qu'une affaire parmi tant d'autres, cela dure depuis 1962." Enfonçant le clou, il dira : "Qu'on nous dise que sont devenus les nombreux prêts octroyés par l'aide internationale et les banques mondiales !" "Personne ne le sait puisque à chaque fois c'est la raison d'Etat qui est invoquée", ajoutera-t-il. Evoquant les problèmes d'investissement, il reproche aux "gestionnaires d'avoir investi ailleurs au lieu d'investir dans notre jeunesse". Avec plus de virulence, il les (gouvernements) sont accusés "d'avoir perdu toute moralité... Ils vont jusqu'à afficher ostentatoirement leurs différentes nationalités". Parlant du système électoral, il dira : "On nous a fait voter moult Constitutions mais nous n'avons jamais été consultés". Et de s'interroger : "Savons-nous où va l'Algérie... Quel avenir allons-nous léguer à nos enfants ?" Toujours dans le cadre électoral, Moussa Touati reproche aux élus "d'avoir pris pour maîtres les responsables administratifs mais jamais du peuple qu'il les a élus !" Pire : "Nos élus ligifèrent contre le peuple..." "Où est le pouvoir du peuple alors ?"

Evoquant le problème de la corruption et des scandales financiers, Moussa Touati interroge et s'interroge : "A qui la faute ? Au peuple ?" Parlant des prochaines élections, le secrétaire général du Front national algérien s'adressant surtout aux jeunes dira : "Que dire à ceux qui ont payé 1 milliard le poste de sénateur ?... Il ne reste que la légitimité de l'argent." Il avertit : "Si vous ne faites rien... pour changer les choses... pour établir un Etat de droit vous hypothéquez l'avenir de vos enfants" et préconise une révolution électorale : "Si vous ne votez pas pour notre projet ne votez pas contre nous..."

Pour ce qui est du problème des "faux moudjahidine", Moussa Touati, s'interroge pourquoi ne pas demander des comptes aux responsables qui ont signé ces attestations. Faisant le procès des autres formations politiques, le secrétaire général du FNA qualifie leurs responsables de "fonctionnaires politiques" qui "une fois élus coupent les ponts avec leurs électeurs".

Notons que vendredi dans la matinée, Moussa Touati avait animé un meeting similaire à Chef, la wilaya voisine et avec la même verve et la même virulence vilipendant le système de gouvernance.

Karim O.

Large adhésion des enseignants à Béjaïa

Le mot d'ordre en faveur d'une journée de protestation lancé par le Cnes a enregistré une large adhésion des enseignants de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa hier en guise de dénonciation du "non-respect des engagements" du ministre de tutelle, Rachid Harraoubia, quant à la satisfaction des doléances du Cnes portant notamment sur une augmentation spécifique des salaires, l'élaboration d'un statut de l'enseignant, la démocratisation de la gestion de l'université, la prise en charge des problèmes de logement des enseignants et le respect des libertés syndicales. Au cours de leur assemblée générale observée dans la matinée, les enseignants de Béjaïa ont tenu à se démarquer de l'aile du Cnes représentée par Ali Boukaroura. Ainsi, tout en s'élevant contre "la passivité" du syndicaliste du Cnes et ce, fait-on observer au passage, "malgré le constat d'échec établi" au terme des négociations du 22 décembre de l'année écoulée avec le département de Harraoubia, plusieurs intervenants au nom du Cnes de Béjaïa n'ont pas manqué de plaider en faveur d'une coordination nationale des enseignants du supérieur plus "offensive". Pour Aïssat Kamel, le nouveau coordinateur du Cnes de Béjaïa : "Il s'agit d'amener le ministre de tutelle à respecter ses engagements pour la satisfaction des revendications des enseignants liées entre autres au logement, à l'augmentation des salaires et au statut de l'enseignant du supérieur". Aussi, lors de la même réunion, les syndicalistes du Cnes ont signalé que l'université de Béjaïa enregistre "le taux le plus élevé de mal-logés avec plus de 400 enseignants qui attendent toujours un toit décent". A signaler enfin que d'autres journées de protestation ont été également programmées pour les prochains jours "comme moyen de pression pour faire aboutir (leurs) doléances", par les enseignants du supérieur de Béjaïa.

A. Kersani